

Point Coronavirus sur secteur agricole et alimentaire - Allemagne (09/04) FAM d'après informations SER / CAA de la zone

RESUME

Le DBV demande de nouvelles priorités pour la politique agricole : pour le syndicat agricole majoritaire (DBV) « la sécurité alimentaire et le renforcement de l'agriculture européenne doivent redevenir le point central de la politique agricole de l'UE ». Les projets européens pour un "Green Deal" et une "stratégie de la ferme à la table" doivent être réexaminés : il convient de trouver un meilleur équilibre entre une agriculture productive et efficiente et les objectifs environnementaux.

Les coopératives agricoles recommandent une réduction de la production de lait : lorsque leurs débouchés se ferment, il convient que les laiteries coopératives demandent une réduction de la production laitière à leurs producteurs, recommande le président de la fédération des coopératives agricoles (DRV).

Le marché du porc d'abattage poursuit sa tendance baissière : la cotation principale (VEZG) a baissé de 5 centimes pour atteindre 1,89 euro/kg. Certains abatteurs craignent que leurs employés d'Europe de l'Est ne puissent revenir travailler que tardivement après leurs congés de Pâques dans leurs pays d'origine, en raison des nouvelles mesures de quarantaine.

Les achats d'aliments longue durée se rapprochent de la normale : au cours de la semaine se terminant le 4 avril la demande en farine, tomates en boîte, riz et sucre, ralentit même si elle reste au-dessus des volumes moyens. Les ventes de pâtes alimentaires ont presque retrouvé leur niveau normal.

Le DBV demande de nouvelles priorités pour la politique agricole

Le syndicat agricole majoritaire (DBV) demande un changement de priorités en réponse à la crise du COVID-19. « La sécurité alimentaire et le renforcement de l'agriculture européenne doivent redevenir le point central de la politique agricole de l'UE », réclame-t-il dans une déclaration adoptée hier par le conseil fédéral du syndicat. Selon le DBV, les projets européens pour un « Green Deal » et une « stratégie de la ferme à la table » doivent être réexaminés : il convient de trouver un meilleur équilibre entre une agriculture et une sylviculture productives et efficaces et les objectifs environnementaux.

Dans cette déclaration, le DBV sollicite également de nouvelles mesures à court terme pour soutenir l'agriculture nationale dans la crise actuelle. Il est notamment nécessaire d'étendre le prêt de garantie de liquidité de la banque de refinancement agricole Rentenbank, d'activer les mesures de marché de l'UE, en particulier le stockage privé, ainsi que d'assurer le versement des paiements directs en décembre 2020 comme en temps normal. En outre, le conseil fédéral souhaite des mesures d'accompagnement pour répondre au besoin de main-d'œuvre. Il s'agit notamment de maintenir la possibilité pour les travailleurs frontaliers d'entrer en Allemagne et d'accorder des facilités supplémentaires pour les saisonniers nationaux, telles qu'un plafond de revenus supplémentaires encore plus élevés pour les travailleurs en chômage partiel et une augmentation temporaire du plafond de salaire pour les mini-jobs (450 € par mois).

Les coopératives agricoles recommandent une réduction de la production de lait

La crise a considérablement modifié les débouchés des produits laitiers (difficultés à l'export, notamment vers l'Europe du sud, forte demande de la distribution mais fermeture des restaurants). Lorsque l'un ou l'autre de ces débouchés se contracte, il convient que les laiteries coopératives demandent une réduction de la production laitière à leurs producteurs, recommande le président de la fédération des coopératives agricoles (DRV). S'appuyant sur la « stratégie de la filière lait 2030 », il rappelle que le pilotage de la production laitière incombe uniquement aux acteurs du marché. Il revient aux producteurs de lait et à leurs laiteries d'atténuer les évolutions de prix.

Le marché du porc d'abattage poursuit sa tendance baissière

Hier, l'association des groupements de producteurs de bétail et de viande (VEZG) a dû céder à la pression des grands abattoirs et baisser sa cotation principale de 5 centimes pour atteindre 1,89 euro/kg de poids carcasse. Bien que l'offre de porcs prêts à l'abattage ne soit pas très élevée car les producteurs ont déjà commercialisé de nombreux animaux avant Pâques, les jours d'abattage manquent en raison des jours fériés et limitent la demande. Les ventes ont été stimulées par les premiers barbecues, mais n'ont pas été aussi rapides qu'espéré.

Par ailleurs, certains abatteurs craignent que leurs employés d'Europe de l'Est ne puissent revenir travailler que tardivement après leurs congés de Pâques dans leurs pays d'origine, en raison des nouvelles mesures de quarantaine. Les exportations de viande de porc vers la Chine s'accroissent, avec plus de concurrence toutefois, notamment de la production de porc des États-Unis qui se reporte vers l'export et bénéficie des réductions tarifaires.

Les achats d'aliments longue durée se rapprochent de la normale

Selon Destatis, les chiffres de vente de certains produits au cours de la semaine se terminant le 4 avril restaient dans certains cas encore nettement supérieurs au niveau habituel. La demande en farine a dépassé de 57 % les ventes hebdomadaires moyennes entre août 2019 et janvier 2020, et de 46 % pour les tomates en boîte. Deux semaines plus tôt, ces augmentations affichaient + 100 % et + 171 %. Pour le riz et le sucre, le volume des ventes supplémentaires est modéré, les derniers relevés le chiffrent à 12 % et 10 % respectivement (contre 208% et 100% à la mi-mars). Les ventes de pâtes alimentaires ont presque retrouvé leur niveau normal, après une augmentation de 117 % deux semaines plus tôt.

La baisse des ventes peut s'expliquer d'une part, par le fait que la demande va atteindre probablement son point de saturation, et d'autre part par une éventuelle et temporaire absence d'offre dans certains segments de produits.